

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 REIMS

REIMS, le

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/04/2023

Contexte et constats

Publié sur 

ENTREPRISE CHARLES MORONI

60 Bd du Val de Vesle Prolongé
51500 Saint-Léonard

Références : D1c 2023 246

Code AIOT : 0005702851

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/04/2023 dans l'établissement ENTREPRISE CHARLES MORONI implanté A Les Malbarbes, D La Motte , E Le Champ de l'Orme, F et G Les Terres Plates 51290 Moncetz-l'Abbaye. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre d'une cessation partielle d'activité dont la procédure a été initiée en 2020.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ENTREPRISE CHARLES MORONI
- A Les Malbarbes, D La Motte , E Le Champ de l'Orme, F et G Les Terres Plates 51290 Moncetz-l'Abbaye
- Code AIOT : 0005702851
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site, objet de la visite de récolement, correspond au site D, lieu-dit "La Motte", de la carrière autorisée sur les communes de Moncetz-l'Abbaye, Cloyes-sur-Marne et Matignicourt-Goncourt.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Cessation d'activité partielle

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Nature de la remise en état	AP Complémentaire du 13/10/2020, article 2	/	Lettre de suite	3 mois
3	Qualité des eaux souterraines	AP Complémentaire du 13/10/2020, article 4	/	Lettre de suite	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Suivi des remblais	AP Complémentaire du 13/10/2020, article 3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La topographie du terrain doit être localement retravaillée au niveau des quelques dépressions en eau. Il est proposé à l'exploitant d'effacer ces défauts topographiques par des travaux complémentaires.

Le suivi de la qualité des eaux souterraines est incomplet. Le paramètre HAP (hydrocarbures aromatiques polycyclique) n'a pas été analysé. Des anomalies concernant les teneurs en fer et aluminium ont été constatées en aval hydraulique du site. Il est proposé à l'exploitant de transmettre un prochain compte-rendu d'analyse complet.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Nature de la remise en état

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/10/2022, article 2
Thème(s) : Autre, Remise en état
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'article 37 de l'arrêté préfectoral 2014-A-003-CARR en date du 14 janvier 2014, est modifié par les dispositions suivantes : L'alinéa concernant le site D est remplacé comme suit : « Sur le site D : la fouille est remblayée jusqu'au terrain naturel par des remblais inertes conformes au 12.3 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif à l'exploitation de carrières. Le volume des remblais n'excède pas 85 000 m ³ . Les remblais sont surmontés d'une couche d'au moins 30 cm de terre végétale. La durée des travaux de remblayage n'excède pas un an à compter

du début des travaux.»
Constats : La topographie du terrain a nécessité l'apport de remblais jusqu'en septembre 2022. Les terrains sont enherbés. Des dépressions en eaux sont identifiables. La topographie du terrain n'est pas homogène.
Avis de l'inspection de l'environnement :
Il est proposé à Monsieur le Préfet de demander à l'exploitant de corriger ces défauts topographiques sous un délai de 3 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Suivi des remblais

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/10/2020, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi des remblais
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des déchets ainsi que les moyens de transport utilisés. Il tient à jour également un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre précité. [...]
Constats : Le mémoire de fin de travaux a été complété par le registre des remblais actualisé auquel est annexé un plan de carroyage. Il est précisé dans le registre que les apports se sont étalés du 17/5/2021 au 11/3/2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Qualité des eaux souterraines

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/10/2020, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Qualité des eaux souterraines
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le suivi des eaux souterraines est réalisé par un réseau de 3 piézomètres a minima (1 piézomètre en amont hydraulique et 2 piézomètres en aval) afin de mesurer l'impact éventuel de l'exploitation sur la piézométrie et sur la qualité des eaux souterraines. Le contrôle de la qualité des eaux et des niveaux piézométriques est réalisé 2 fois par an, l'un en période dite de « basses eaux » et le suivant en période dite de « hautes eaux », à raison d'un contrôle dans le(s) plan(s) d'eau en exploitation et d'un contrôle dans les piézomètres installés. Un rapport annuel des résultats des analyses est transmis à l'inspection des installations classées avant le 30 avril n+1. Les résultats de l'auto surveillance, sauf impossibilité technique, sont transmis par l'exploitant par le biais du site Internet appelé GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Auto surveillance Fréquentes). Le contrôle de la qualité des eaux est réalisé sur les paramètres suivants : pH, conductivité, MEST, DCO, DBO5, métaux lourds totaux, hydrocarbures aromatiques polycycliques, hydrocarbures totaux.

Constats : L'analyse sur les métaux a été effectuée.

Des anomalies sont rencontrées sur l'aluminium et le fer en basses eaux (6/9/2021) et hautes eaux (16/3/2022).

En amont hydraulique (Piézomètre Pz1), les concentrations de ces métaux mesurées sur ces deux périodes sont du même ordre de grandeur :

Concentration en Aluminium : 0,023 mg/l en 2021, 0,033 mg/l en 2022 ;

Concentration en Fer : 0,118 mg/l en 2021, 0,062 mg/l en 2022 ;

En aval hydraulique :

Sur le piézomètre Pz2, on constate une baisse significative pour les paramètres aluminium et fer entre les deux périodes.

Sur le piézomètre Pz3, on constate une augmentation nette de 0,209 mg/l à 0,432 mg/l pour l'aluminium et de 0,140 mg/l à 0,265 mg/l pour le fer respectivement en basses eaux (2021) et hautes eaux (2022).

L'analyse des hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) n'a pas été réalisée.

Avis de l'inspection de l'environnement :

La limite de potabilité est dépassée pour les paramètres fer et aluminium lors de la dernière campagne de mesures.

Il est proposé de demander à l'exploitant de compléter les analyses en y intégrant le paramètre HAP pour la prochaine campagne de mesure en basses eaux. Un délai d'un mois est donc proposé par lettre de suite.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite

Proposition de délais : 1 mois